

ENTREPRISES SUISSES

HORS-TAXES

Avolta: six nouvelles boutiques en Bulgarie

Le spécialiste des boutiques hors taxes Avolta (auparavant Dufry) étend ses activités en Bulgarie dans les aéroports de Burgas et Varna avec l'ouverture de six nouvelles boutiques, en plus des 10 déjà existantes, a-t-il indiqué mercredi soir.

Avolta étoffe son partenariat avec Fraport Twin Star Airport Management en Bulgarie. Sa surface de vente augmente de 630 m² pour atteindre 2700 m². Le développement des boutiques intervient en deux phases et sera achevé à l'été 2025. (awp)

MACHINES

Komax: prévisions 2023 revues à la baisse

Le fabricant de machines de câblage Komax a abaissé ses prévisions pour l'exercice 2023, en raison d'une détérioration de la marche des affaires en fin d'année dernière.

L'entreprise prévoit ainsi un chiffre d'affaires annuel d'environ 750 millions de francs, soit 20 millions de moins que lors des estimations annoncées mi-2023. La marge du bénéfice opérationnelle est pour sa part attendue à 9% contre 11%. En 2022, les ventes avaient atteint 606,3 millions et la marge 11,8%.

Les incertitudes au niveau économiques et géopolitiques ont conduit à une certaine réserve également au niveau des entrées de commandes en 2023. Ces dernières se sont étoffées de 1,2% à 686,5 millions, détaille le communiqué.

Komax relève que le bond du chiffre d'affaires de 2023, plus de 20% sur un an, est dû à l'acquisition de l'entreprise Schleuniger ainsi qu'au montant «record» des entrées de commandes.

Les résultats détaillés seront publiés le 12 mars. (awp)

MEDTECH

SHL Medical: rachat de l'américain Superior Tooling

SHL Medical a annoncé jeudi l'acquisition du fabricant américain de moules d'injection plastique Superior Tooling. Le montant de l'opération n'a pas été dévoilé.

L'intégration de Superior Tooling permettra à SHL Medical de renforcer ses capacités de fabrication internes, en particulier pour son usine prévue à North Charleston mais aussi dans le monde. Le site devrait être opérationnel à la mi-2024.

SHL Medical possède un site à Zoug et à Taïwan. Ceux-ci répondent «stratégiquement» à la demande croissante sur le marché des auto-injecteurs, souligne l'entreprise suisse. (awp)

PHARMA

Novartis: plus intéressé par la reprise Cytokinetics

Novartis n'est plus intéressé à la reprise de la biotech américaine Cytokinetics. Novartis s'est retiré il y a un ou deux jours, a rapporté le *Wall Street Journal* jeudi.

Lundi, le journal américain avait annoncé que les négociations entre Novartis et la biotech étaient sur le point d'aboutir. Contacté, le bâlois avait refusé de commenter. (awp)

VOYAGES

Reka: revenu annuel brut de 100 millions de francs

La caisse de voyage Reka a vu son revenu brut consolidé progresser de 2,1% l'année dernière, atteignant 100 millions de francs. Les complexes de vacances du groupe Reka ont profité d'une demande accrue l'année dernière. Dans ce segment, le revenu brut consolidé a augmenté de 2,8% pour s'établir à 76,6 millions. Dans le secteur de l'argent, Reka, le revenu brut est resté stable sur un an, à 21,4 millions de francs. (awp)

POLITIQUE SUISSE

Radio-Télé: trente-huit concessions accordées, trois titulaires perdent leur concession

Trente-huit radios locales et télévisions régionales se sont vu accorder une concession jeudi. Trois titulaires perdent la leur. Dans la zone de Bienne, *Canal B* remplace *TeleBilingue*. A Genève, *Radio Vostok* brûle la politesse à *Radio Cité*.

Dans les Grisons, *Radio Südostschweiz* perd sa concession, au profit de *Radio Alpin*, une radio créée par le journaliste entrepreneur Roger Schawinski. Les trois médias qui ont perdu leur concession peuvent continuer à émettre, mais sans soutien financier de la Confédération.

Pour les 38 concessions, l'Ofcom a reçu 51 candidatures. Les candidatures sans concurrence dans la zone de desserte remplissent les conditions d'octroi et obtiennent la concession.

Les décisions pour les zones où plusieurs candidatures se faisaient concurrence peuvent faire l'objet d'un recours auprès du TAF dans un délai de 30 jours. Les stations qui ont obtenu une concession rempliront un mandat de service public régional à partir de 2025 et recevront de l'argent de la redevance. (ats)

Diplomatie: le Premier ministre chinois, Li Qiang, sera lundi en visite officielle en Suisse

Le Premier ministre chinois, Li Qiang, sera en visite officielle en Suisse lundi. Il sera accueilli avec les honneurs militaires par

la présidente de la Confédération Viola Amherd, indique jeudi le Département fédéral des affaires étrangères.

La rencontre aura lieu au Domaine du Lohn à Kehrsatz (BE). Un tête-à-tête est prévu entre les deux ministres. Des entretiens officiels sont prévus. L'accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine pourrait être l'un des thèmes abordés. Berne serait intéressé à élargir l'accord existant, les dernières rencontres remontent à 2018. Le Premier ministre chinois est également attendu au Forum économique de Davos. (ats)

Alain Berset: candidat au poste de secrétaire du Conseil de l'Europe

L'ancien conseiller fédéral et président de la Confédération Alain Berset est candidat au poste de Secrétaire général du Conseil de l'Europe. Il serait le premier Suisse à occuper cette fonction.

Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) soutient cette candidature au nom de la Suisse et l'a soumise à la Présidente du Comité des ministres du Conseil de l'Europe. (ats)

MACROÉCONOMIE SUISSE

Industrie: le chômage partiel fait son retour

La force du franc, en particulier par rapport à l'euro et au dollar, pousse l'industrie suisse, confrontée à des baisses de commandes à l'export, à avoir recours au chômage partiel.

Swissmem confirme que le nombre d'entreprises à avoir mis en place cette mesure «a augmenté de manière significative» après «un niveau très bas l'été dernier». Elle ne donne toutefois pas de chiffres.

La tendance progresse alors que «les entrées de commandes sont en forte baisse et que les exportations vers l'Allemagne, les Etats-Unis et la Chine continuent de diminuer», a ajouté Swissmem. «Avec l'appréciation dramatique du franc, la situation devrait s'aggraver.»

Le Seco voit aussi le chômage partiel se déployer en Suisse. Il s'attend à ce que les indemnités correspondantes augmentent. L'an dernier, environ 50 millions de francs ont été versés jusqu'ici pour l'indemnité en cas de RHT, contre 384 millions de francs en 2022. Selon les derniers chiffres du Seco datant d'octobre, les réductions de l'horaire de travail ont touché 2635 personnes, soit presque 30% de moins qu'en septembre. Elles ont concerné 97 entreprises tandis que presque 136.700 heures de travail ont été perdues. (ats)

Entreprises: nombre record de créations en 2023, les ouvertures de faillites en léger recul

Le nombre de créations d'entreprises en Suisse a atteint un niveau record en 2023. Les ouvertures de faillites ont connu un léger recul, mais avec des disparités en fonction des secteurs d'activité.

Au cours de l'exercice 2023, le nombre de créations d'entreprises a progressé de 3,2% à 51.637, écrit la société d'information financière Crif mercredi. Dans le même temps, 30.790 raisons sociales ont été radiées du registre du commerce, ce qui correspond à un recul de 7,7%. Le solde net est de 20.874 sociétés supplémentaires inscrites. Les créations ont été les plus nombreuses dans les cantons de Zurich (9507), de Vaud (5024) et de Berne (4259). A Genève en revanche, les nouvelles inscriptions ont reculé de 1,4%. Le Tessin (-1,2%) et le Valais (-0,4%) inscrivent également des taux négatifs.

Le nombre de faillites a reculé de 0,7%, mais de manière très contrastée. Ainsi, le nombre de faillites a progressé de 10,6% dans l'hôtellerie et la restauration, de 7% dans le commerce de détail et de 6,8% dans la construction. Zurich (1513), Vaud (852) et Genève (697) comptabilisent le plus de faillites.

Au Tessin, le nombre de sociétés ayant mis la clé sous le paillason a chuté de 20,6%, indique encore Crif. (ats)

MACROÉCONOMIE INTERNATIONALE

Etats-Unis: inflation en hausse à 3,4% sur un an

L'inflation est repartie à la hausse en décembre aux Etats-Unis après plusieurs mois de baisse, à cause notamment du prix des logements. Les prix à la consommation ont augmenté de 3,4% sur un an en décembre, contre 3,1% en novembre, selon l'indice CPI publié jeudi publié jeudi et sur lequel sont indexées les retraites.

C'est plus qu'attendu, puisque les analystes prévoyaient un léger rebond, à 3,2%, selon le consensus de Market Watch. Sur un mois, la hausse s'est accélérée, à 0,3% contre 0,1% le mois précédent.

Les prix des logements ont «continué d'augmenter en décembre, contribuant pour plus de la moitié à la hausse mensuelle».

Cependant, si l'on retire les prix volatils de l'alimentation et de l'énergie, l'inflation dite sous-jacente ralentit, à 3,9% sur un an contre 4,0% en novembre, et reste stable sur un mois, à 0,3%. (afp)

Zone euro: récession possible au deuxième semestre 2023, estime la BCE

Le ralentissement de l'économie en fin d'année dans la zone euro a accru le risque d'une récession au deuxième semestre 2023.

«Des indicateurs faibles indiquent une contraction de l'économie en décembre, confirmant la possibilité d'une récession technique au second semestre 2023 et de faibles perspectives à court terme», a déclaré Luis de Guindos, vice-président de la BCE, lors d'un discours en Espagne.

Une récession technique se définit par deux trimestres d'affilée de recul du PIB.

Le PIB des 20 pays de la zone euro a déjà reculé de 0,1% de juillet à septembre et selon M. de Guindos, une contraction de l'activité au quatrième trimestre est donc probable. (afp)

Court-circuiter la transition énergétique!

Michel de Rougemont/Markus Saurer

Consultant et membre/Economiste et membre, groupe Carnot – Cournot – Netzwerk

Malgré toutes les affirmations volontaristes, la transition énergétique que veut entreprendre la politique suisse – une électrification de toutes les activités de chauffage domestique et industriel et du transport routier, accompagnées de vœux pieux d'économies, de rationnements inévitables et d'importations improbables – reste une tâche irréalisable quel qu'en soit le statut législatif actuel. C'est démontré à chaque fois que les mensonges habituels sont prononcés par des experts et répétés par des idiots utiles au service d'une cause politique plutôt que de la réalité.

Sans entrer dans plus de détails, il suffit de rappeler l'ineptie qui consiste à substituer des formes d'énergie denses, efficaces et bon marché par des sources intermittentes que l'on dit renouvelables. Le sont-elles parce qu'il faut les remplacer tous les 25-30 ans? Pourtant, puisque intermittentes et non pilotables, elles ne satisfont jamais la demande en temps voulu. Elles envahissent les territoires et, même à faible dose, elles déstabilisent le réseau. Leurs coûts sont exorbitants si l'on y intègre les nécessaires puissances de réserve, moyens de stockage et capacités de transport.

Alors qu'au cours des cinquante dernières années la Suisse a su si bien profiter des bienfaits d'un mariage de raison entre ses capacités hydrauliques et nucléaires, elle ferait bien de se joindre aux 22 pays respectables qui affirment leur préférence à cette technologie non pas pour des raisons idéologiques mais par une comparaison honnête entre les alternatives tant du point de vue de la fonctionnalité, de la sûreté, des impacts sur l'environnement et de l'accessibilité économique.

«L'argument du sauvetage de la planète ne touchera que les ingénus soumis à des idéologues.»

Bien qu'irréalisable, le secteur électrique s'obstine à soutenir la stratégie énergétique 2050 + (sic) du Conseil fédéral. Les conseils d'administration des entreprises de ce cartel de monopoles étatiques sont peuplés d'apparatchiks, complétés désormais par des conseillers en durabilité. Tant stratégique qu'opérationnelle, sa gestion avait pourtant été confiée à des ingénieurs qui étaient parmi les meilleurs et qui travaillaient avec un grand sens des responsabilités pour établir des systèmes d'approvisionnement sûrs, autonomes, interconnectés avec toute l'Europe, durables, et décarbonés, donc en avance sur leur temps.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui car, au cours des derniers trente ans, plus aucun investissement majeur n'a été fait par ce secteur. Au contraire, la situation étant aggravée par la fermeture de la centrale de Mühleberg, nous sommes déjà en pleine dépendance importatrice de courant alors même que la transition énergétique n'en est encore qu'à ses balbutiements. Attiré par les sirènes des marchés étrangers pour aller construire des moulins à vent en Espagne ou des turbines à gaz ailleurs et ne désirant pas non plus éviter les écueils de l'écologisme politique, ce secteur fait du clientélisme. Mais en fait, il faillit à sa mission première qui est d'assurer l'approvisionnement du pays.

Le marasme énergétique dans lequel se trouve la Suisse ne se laissera pas corriger sans que les fondamentaux – besoins, moyens, délais – ne soient passés en revue de manière impartiale et rigoureuse. L'argument du sauvetage de la planète ne touchera que les ingénus soumis à des idéologues.

La complaisance politique, le conformisme idéologique et l'incompétence doivent disparaître, à commencer immédiatement par la direction de l'Office fédéral de l'énergie et suivie par une vraie professionnalisation (dépolitisation) des conseils d'administration des 600 entreprises concernées. L'initiative d'une telle remise en question devra venir du parlement, seule institution qui en soit éventuellement capable, si ses membres en ont le courage. ■